



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE ET DE LA MONNAIE
Direction des Statistiques

**RAPPORT SUR L'EVOLUTION DES PRIX A
LA CONSOMMATION DANS L'UEMOA EN
2013 ET PERSPECTIVES**

**RAPPORT SUR L'EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION DANS
L'UEMOA EN 2013 ET PERSPECTIVES**

SOMMAIRE

LISTES DES TABELAUX GRAPHIQUES ET ENCADRES	3
RESUME	4
INTRODUCTION.....	5
I. EVOLUTION DE L'INFLATION DANS L'UNION EN 2013.....	6
1.1 Orientation globale des prix dans l'Union en 2013.....	6
1.2 Facteurs explicatifs de l'évolution de l'inflation dans l'Union en 2013.....	7
II. ANALYSE DE L'INFLATION SELON SES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES	15
2.1 Evolution de l'inflation sous-jacente	14
2.2 Inflation selon l'origine géographique des produits	16
2.3 Evolution des prix des biens et des services	17
2.4 Analyse des divergences	17
2.5 Ecart d'inflation par rapport aux principaux partenaires.....	19
III. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'INFLATION	21
3.1 Hypothèses.....	21
3.2 Perspectives d'inflation.....	23
CONCLUSION	25
ANNEXES	26

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

		<i>Page</i>
TABLEAUX		
1	Taux d'inflation en moyenne annuelle	6
2	Evolution de la production céréalière dans les pays de l'UEMOA	8
3	Prix du gaz butane dans les pays de l'UEMOA	10
4	Evolution des différentes contreparties de la masse monétaire	11
5	Variations annuelles des cours mondiaux des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA	12
6	Evolution de l'inflation sous-jacente dans les pays de l'UEMOA en 2013	16
7	Evolution de l'inflation dans les pays de l'UEMOA selon l'origine géographique des produits	16
8	Evolution des prix des biens et services dans les pays de l'UEMOA	17
9	Taux d'inflation en moyenne annuelle dans les principaux pays partenaires de l'UEMOA	19
10	Principales hypothèses de projections de l'inflation dans l'UEMOA	22
11	Perspectives d'inflation dans les pays de l'UEMOA	24
GRAPHIQUES		
1	Inflation en glissement annuel dans l'UEMOA	6
2	Evolution de la contribution des produits alimentaires à l'inflation totale	8
3	Evolution des prix des principales céréales locales dans l'UEMOA	8
4	Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires	12
5	Evolution des cours du baril de pétrole brut	13
6	Evolution de l'inflation observée et de l'inflation sous-jacente	15
ENCADRES		
1	Les boutiques témoins dans l'UEMOA : cas du Bénin et du Burkina	9
2	L'incidence des effets de base sur le taux d'inflation	18
3	Facteurs de risques entourant l'évolution de l'inflation au cours des prochaines années	23

RESUME

- *L'inflation a poursuivi en 2013, son orientation baissière amorcée en 2012. En effet, la hausse du niveau général des prix à la consommation dans l'UEMOA est ressortie, en moyenne, à 1,5% en 2013, contre 2,4% en 2012 et 3,9% en 2011. Cette décélération résulte de la détente des prix des céréales locales, subséquente aux bons résultats de la campagne agricole 2012/2013. Elle traduit également la baisse des prix des produits alimentaires importés à la faveur de la détente de leurs cours mondiaux. De même, du fait de l'absence de tensions sur les marchés internationaux du pétrole brut, les prix des carburants ont légèrement baissé. Outre ces facteurs, la dissipation de l'impact de la crise au Mali, qui a entraîné des tensions inflationnistes dans ce pays en 2012 a également contribué au ralentissement du rythme d'augmentation du niveau général des prix dans l'Union. Toutefois, il a été relevé un renchérissement des légumes dans la plupart des pays, en particulier au Niger. Par ailleurs, l'augmentation des tarifs de l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire, la hausse du prix du gaz dans la majorité des pays de l'Union et l'augmentation des loyers au Niger ont contribué à la hausse du niveau général des prix en 2013.*
- *Le taux d'inflation sous-jacente s'est inscrit dans une tendance baissière similaire à celle de l'inflation globale sur l'ensemble de l'année 2013. Il est ressorti à 1,5% en 2013 dans l'Union contre 2,3% en 2012. Cette évolution indique que la décélération de l'inflation dans l'Union n'est pas liée aux seuls produits alimentaires, mais concerne la majorité des biens et services du panier de consommation.*
- *La décélération de l'inflation en 2013 est à la fois tirée par les produits locaux et importés, avec une contribution plus forte des denrées locales. En effet, la hausse des prix des produits locaux est passée de 2,6% en 2012 à 1,4% en 2013, soit un repli de 1,2 point de pourcentage. Quant aux produits importés, leur taux d'inflation s'est situé à 1,8% en 2013, en baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2012.*
- *La convergence des niveaux d'inflation dans les pays de l'UEMOA s'est sensiblement améliorée en 2013. En effet, l'écart-type de la distribution des taux d'inflation en moyenne est ressorti à 1,0 point en 2013 contre 2,2 points de pourcentage. Cette amélioration de la convergence est due à la dissipation en 2013 des chocs spécifiques ayant affecté certains pays de l'Union, notamment les crises ivoiriennes et maliennes, ainsi que le déficit céréaliers de la campagne agricole 2011/2012 dans les pays du Sahel.*
- *L'UEMOA a enregistré en moyenne en 2013 un différentiel d'inflation favorable vis-à-vis de ses principaux partenaires commerciaux. Ce différentiel est ressorti à 1,0 point de pourcentage par rapport à l'ensemble des partenaires, atteignant 10,2 points et 7,0 points respectivement à l'égard du Ghana et du Nigeria. En revanche, un écart d'inflation défavorable de 0,1 point de pourcentage a été observé vis-à-vis de la Zone euro.*
- *En perspective, le taux d'inflation, en moyenne annuelle dans l'UEMOA, s'établirait à 1,8% en 2014 dans le scénario central de prévision de cette variable. Il varierait dans un intervalle de 0,9% à 2,2% selon les scénarii optimiste et pessimiste. En 2015, la hausse des prix serait de 2,3% dans le scénario central, dans une fourchette de 1,4% à 2,7% selon les autres scénarii.*

INTRODUCTION

Au cours de l'année 2013, l'évolution de l'inflation dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est inscrite dans le sillage de la tendance générale baissière observée au plan mondial, en relation avec la lenteur de la reprise économique en Europe et le ralentissement du rythme de croissance du PIB dans les pays émergents. Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, s'est établi à 1,5% dans l'UEMOA en 2013. Il est plus bas que les niveaux enregistrés au cours des deux dernières années, soient 3,9% et 2,4% respectivement en 2011 et 2012.

La baisse du taux d'inflation dans l'Union est en étroite relation avec le niveau relativement satisfaisant de la production vivrière dans les pays de la Zone, durant la campagne agricole 2013/2014. Le ralentissement de l'inflation intervient également dans un contexte marqué par la dissipation progressive de l'impact des crises socio-politiques dans plusieurs Etats de l'Union, qui avaient alimenté les tensions inflationnistes au cours des précédentes années.

Le présent rapport décrit l'évolution des prix au cours de l'année écoulée. Il expose, dans une première partie, les facteurs à l'origine des mouvements des prix. La deuxième partie examine les principales caractéristiques de l'inflation. La troisième partie est consacrée aux perspectives d'évolution des prix dans l'UEMOA au cours des deux prochaines années.

I. EVOLUTION DE L'INFLATION DANS L'UNION EN 2013

1.1 – Orientation globale des prix dans l'UEMOA en 2013

L'inflation a poursuivi en 2013 son orientation baissière amorcée en 2012. En effet, le taux d'accroissement du niveau général des prix à la consommation dans l'UEMOA s'est établi, en moyenne, à 1,5% en 2013 contre 2,4% en 2012 et 3,9% en 2011.

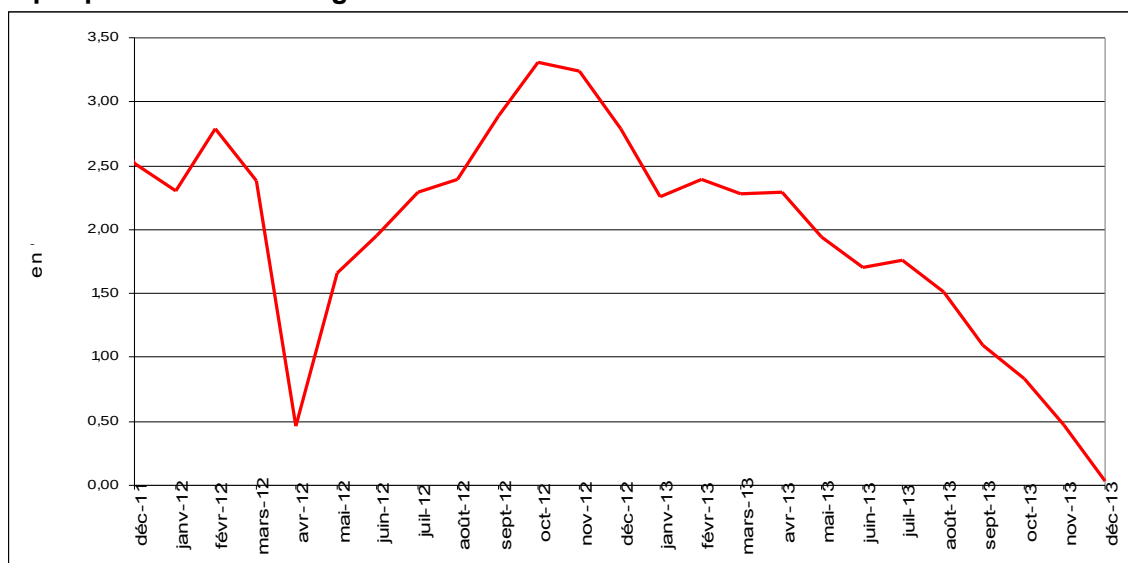
Tableau 1 : Taux d'inflation en moyenne dans l'UEMOA (en pourcentage)

Pays	2011	2012	2013
Bénin	2,7	6,7	1,0
Burkina	2,8	3,8	0,5
Côte d'Ivoire	4,9	1,3	2,6
Guinée-Bissau	5,1	2,1	0,7
Mali	3,0	5,3	-0,6
Niger	2,9	0,5	2,3
Sénégal	3,4	1,4	0,7
Togo	3,6	2,6	1,8
UEMOA	3,9	2,4	1,5

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

La dynamique baissière de l'inflation a été observée sur l'ensemble de l'année 2013. Le taux d'inflation en glissement annuel est ainsi passé de 2,3% à janvier 2013 à 1,7% à fin juin 2013 pour ressortir quasi nul à fin décembre 2013 (cf. graphique 1).

Graphique 1 : Inflation en glissement annuel dans l'UEMOA en %



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

1.2 - Facteurs explicatifs de l'évolution de l'inflation dans l'UEMOA en 2013

La baisse de l'inflation reflète l'évolution de la plupart de ses déterminants internes et externes. Au niveau interne, une hausse sensible de la production céréalière a été enregistrée au cours de la campagne 2012/2013 dans la plupart des pays de l'Union. Par ailleurs, l'apaisement du climat socio-politique dans l'Union et la poursuite de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la « vie chère », initiées par les Pouvoirs Publics, ont également contribué à la décélération de l'inflation. Quant à l'environnement externe, il a été marqué par l'atténuation des pressions inflationnistes à l'échelle mondiale, en particulier une accalmie au niveau du rythme de progression des prix des produits pétroliers et alimentaires.

1.2.2 – Facteurs d'origine interne

➤ Niveau satisfaisant de la production vivrière dans l'Union

L'offre de produits vivriers s'est accrue en 2013. En particulier, la production de céréales dans les pays de l'UEMOA a augmenté de 27,9% au cours de la campagne agricole 2012/2013, par rapport à celle de 2011/2012, en relation avec la bonne pluviométrie enregistrée. Elle reflète également les mesures prises par les Etats pour accroître l'offre. Ainsi, plusieurs pays, notamment le Bénin, le Burkina, le Mali et le Niger ont lancé des opérations de subvention aux producteurs, destinées à accroître la production de contre-saison à partir de périmètres irrigués.

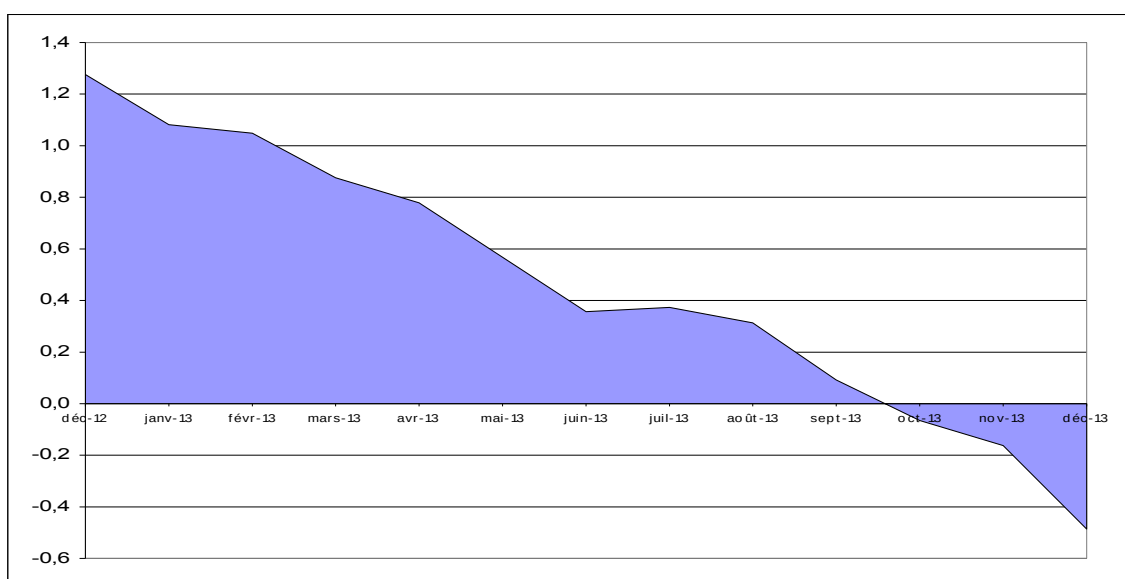
Tableau 2 : Evolution de la production céréalière dans les pays de l'UEMOA (en milliers de tonnes)

	Production		Variation de la production (en %)
	Campagne 2011/2012	Campagne 2012/2013	
Bénin	1 544	1 534	-0,7
Burkina	3 667	4 899	33,6
Côte d'Ivoire	1 437	2 332	62,3
Guinée-Bissau	216	243	12,5
Mali	5 778	6 674	15,5
Niger	3 628	5 232	44,2
Sénégal	1 133	1 500	32,4
Togo	1 058	1 207	14,1
UEMOA	18 461	23 621	27,9

Source : CILSS, novembre 2013.

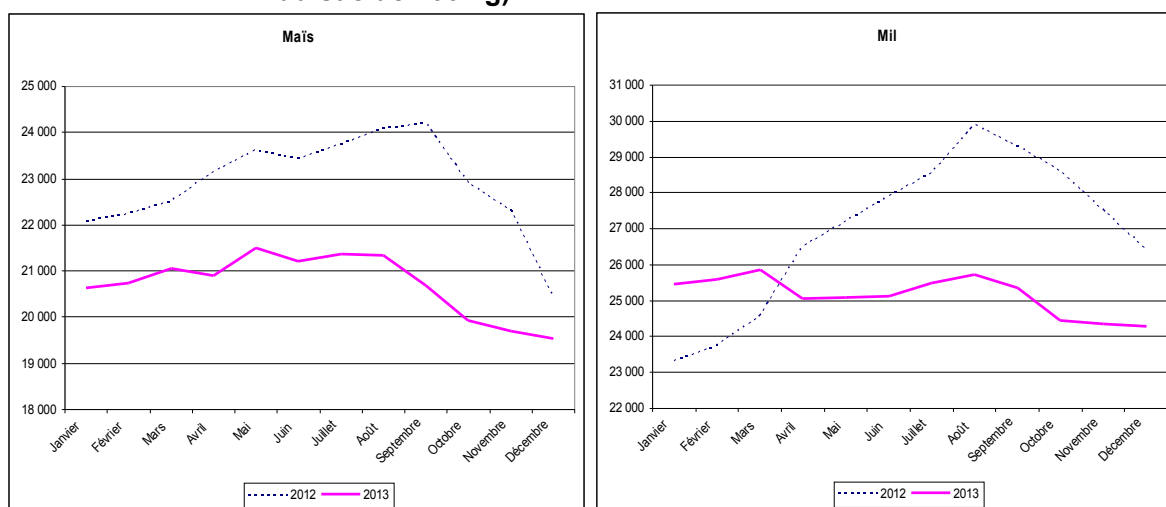
La hausse de la production céréalière s'est traduite par un net recul des prix des céréales locales dans l'UEMOA. En moyenne sur l'ensemble de l'année 2013, les prix des céréales ont contribué à réduire l'inflation en 2013 de 0,2 point de pourcentage. Compte tenu du poids de céréales dans le panier de consommation, la contribution des prix des produits alimentaires à la hausse de l'indice général des prix a été sensiblement réduite, passant de 1,2 point de pourcentage à fin décembre 2012 à -0,4 point de pourcentage à fin décembre 2013.

Graphique 2 : Evolution de la contribution des produits alimentaires à l'inflation totale (en point de %)



En particulier, les prix moyens du maïs et du petit mil dans l'Union ont baissé respectivement de 9,5% et de 6,7%. Le recul des prix a été observé dans tous les pays, atteignant plus de 15% dans les pays sahéliens, notamment le Burkina et le Mali.

Graphique 3 : Evolution des prix des principales céréales locales dans l'UEMOA (prix en FCFA du sac de 100 kg)



Source : BCEAO.

➤ **Contexte socio-politique globalement favorable dans l'Union**

Les années 2011 et 2012 avaient été marquées par des crises socio-politiques majeures dans plusieurs pays de l'Union, notamment la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Mali. Cette situation avait entraîné une forte perturbation de la production alimentaire et des circuits de commercialisation, induisant ainsi des niveaux d'inflation élevés. Par contre, l'année 2013 a été caractérisée par un retour progressif à la normale au Mali et une situation socio-politique relativement apaisée dans les autres pays. Ainsi, les prix de certains produits de première nécessité sont redescendus à leurs niveaux d'avant-crise. A titre d'illustration, au Mali, le taux d'inflation est passé de 5,3% en 2012 à -0,6% en 2013.

➤ **Maintien des mesures prises par les Gouvernements pour lutter contre « la vie chère »**

En plus des actions visant l'accroissement de l'offre alimentaire, notamment l'appui aux cultures de contre-saison évoqué plus haut, les Pouvoirs publics ont pris des mesures de lutte contre la « vie chère ».

Ainsi, dans certains pays tels que la Côte d'Ivoire et le Sénégal, l'approfondissement des concertations avec les commerçants a permis de contenir les tensions sur les prix de certains produits de première nécessité, notamment le riz. En outre, les Etats sahéliens ont poursuivi les opérations de vente de céréales locales à prix social et les distributions gratuites de vivres dans les zones déficitaires. Dans le même esprit, des magasins témoins ou de référence (offrant des biens à des prix de référence) ont été mis en place, notamment au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, dans le cadre plus global de la maîtrise des prix des produits de grande consommation, notamment le riz importé (voir encadré 1). Par ailleurs, la levée progressive des entraves à la libre circulation ainsi que la réhabilitation des infrastructures routières, notamment en Côte d'Ivoire, ont contribué à améliorer les conditions de ravitaillement des centres de commercialisation.

Encadré 1 : Les boutiques témoins dans l'UEMOA : cas du Bénin et du Burkina

A la suite de la crise alimentaire observée en 2007 et 2008, plusieurs Gouvernements des pays de l'Union, en particulier du Bénin, du Burkina, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal ont mis place des boutiques témoins. Elles ont pour objectif de lutter contre l'insécurité alimentaire, en mettant à la disposition des populations des produits de première nécessité à des prix de référence réduits.

En particulier, au Bénin, le Gouvernement a installé les boutiques témoins en 2008. Ces boutiques sont gérées par l'Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire (ONASA). Les boutiques témoins sont présentes dans environ 77 communes du pays. En 2013, le riz local a

été vendu au prix subventionné de 200 FCFA, en dessous du prix du riz importé qui est proche de 600 FCFA le kilogramme.

Au Burkina, environ 142 boutiques témoins ont été ouvertes en 2013. Elles couvrent l'ensemble des chefs-lieux de région et des chefs-lieux de provinces. Le sac de maïs de 100 kg a été vendu à 12.000 FCFA dans les boutiques témoins, alors que le prix du marché est d'environ 20.000 FCFA. Le sac de 50 kg de riz importé s'est échangé à 15.000 FCFA contre un prix du marché d'environ 21.000 FCFA.

Ces boutiques témoins ont ainsi contribué à la lutte contre la « vie chère ». Toutefois, leur nombre reste faible et les quantités de produits disponibles sont limitées. Par ailleurs, à long terme, la subvention des prix des céréales vendues dans les boutiques témoins est susceptible de rendre les prix aux producteurs non incitatifs et de décourager la production locale de céréales.

Toutefois, la plupart des Etats ont réduit la subvention des prix du gaz butane. Ainsi, un renchérissement du gaz a été observé dans tous les pays, à l'exception du Niger et du Sénégal.

Tableau 3 : Prix du gaz butane dans les pays l'UEMOA (bouteille de 12,5 kg)

	Fin décembre 2012	Fin décembre 2013	Variation (en %)
Bénin	8000	9000	12,5
Burkina	4000	5000	25,0
Côte d'Ivoire	4000	5200	30,0
Guinée-Bissau	9350	12975	38,8
Mali	9000	11000	22,2
Niger	3750	3750	0,0
Sénégal	7800	7800	0,0
Togo	3860	5500	42,5
UEMOA	6233	7528	20,8

Source : BCEAO.

➤ **Hausse de la liquidité globale**

Le taux directeur de la BCEAO a été revu à la baisse en 2013 de 50 points de base, pour soutenir les politiques d'accroissement de l'offre dans l'Union. Dans ce contexte, la masse monétaire a progressé en rythme annuel de 10,4% à fin décembre 2013, contre 9,8% à fin décembre 2012. L'analyse des contreparties de la masse monétaire indique une augmentation du crédit intérieur de 18,8%, atténuée par la baisse des avoirs extérieurs nets de 13,4%.

Tableau 4 : Evolution des contreparties de la masse monétaire dans l'UEMOA

	2011	2012	2013
variation en %			
Avoirs extérieurs nets	3,6	-4,5	-13,4
Crédit intérieur dont	16,4	15,2	18,8
<i>Crédits à l'économie</i>	14,8	12,9	16,4
<i>Position Nette des Gouvernements</i>	22,2	23,0	26,1
Autres postes nets	13,5	-2,4	-5,0
Masse monétaire	11,0	9,8	10,4
contribution à la hausse en point de %			
Avoirs extérieurs nets (1)	1,7	-1,9	-5,0
Crédit intérieur dont (2)	11,6	11,3	14,6
<i>Crédits à l'économie</i>	8,2	7,4	9,6
<i>Position Nette des Gouvernements</i>	3,4	3,9	5,0
Autres postes nets (3)	2,2	-0,4	-0,8
Masse monétaire (1+2-3)	11,0	9,8	10,4

Source : BCEAO.

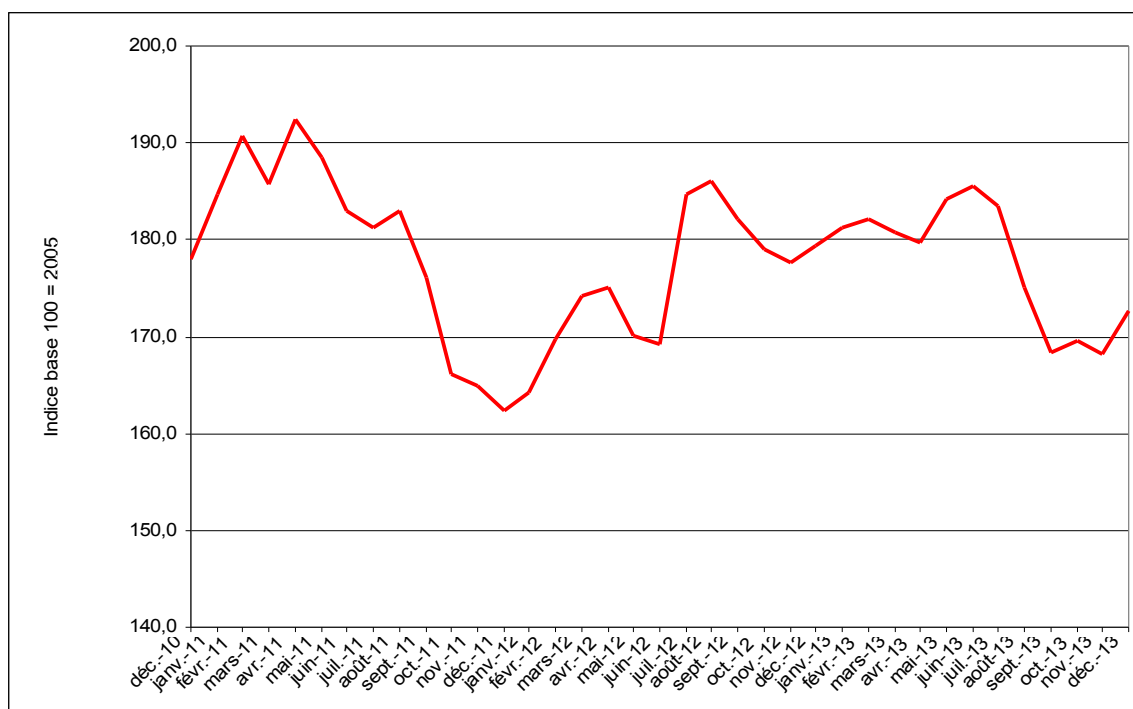
1.2.1 – Les facteurs d'origine externe

Au plan international, une atténuation des pressions inflationnistes a été observée au niveau des principaux produits importés par les pays de l'UEMOA, notamment ceux alimentaires et pétroliers.

- ***Baisse des cours mondiaux des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'Union***

Globalement, les cours internationaux des produits alimentaires sont restés quasi stables en 2013 par rapport à 2012. En effet, selon les statistiques publiées par le Fonds Monétaire International, la hausse annuelle de l'indice des cours des produits alimentaires a été contenue à 0,9% en 2013.

Toutefois, l'analyse pour les principaux produits importés dans l'Union fait ressortir des baisses de prix au cours de la période. Plus spécifiquement, le repli des cours a été de 17,2% pour le sucre, 12,2% pour l'huile de soja, 10,6% pour le riz et 0,3% pour le blé.

Graphique 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires

Source : FMI

La poursuite de la décreue des cours du sucre en 2013 est liée à une abondance de l'offre. En effet, selon l'Organisation Internationale du Sucre (OIS), la production de sucre au cours de la campagne 2012/2013 a augmenté de 5,5%, pour atteindre environ 183 millions de tonnes pour une consommation d'environ 172 millions de tonnes, soit un surplus de 9 millions de tonnes.

Tableau 5 : Variations annuelles des cours mondiaux des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA (en %)

	2010	2011	2012	2013
Indice des cours mondiaux des produits alimentaires	3,0	30,2	-2,2	0,9
Blé	0,1	41,4	-0,9	-0,3
Riz	-11,7	6,0	5,2	-10,6
Huile de soja	17,5	31,5	-5,3	-12,2
Sucre	15,1	25,6	-18,5	-17,2

Source : FMI.

La baisse des cours du riz en 2013 est le reflet d'une hausse de la production et d'un niveau important des stocks. En effet, la production s'est accrue de 1% en 2013 et les stocks en début d'année, en hausse de plus de 10%, représentaient plus du tiers de la consommation mondiale.

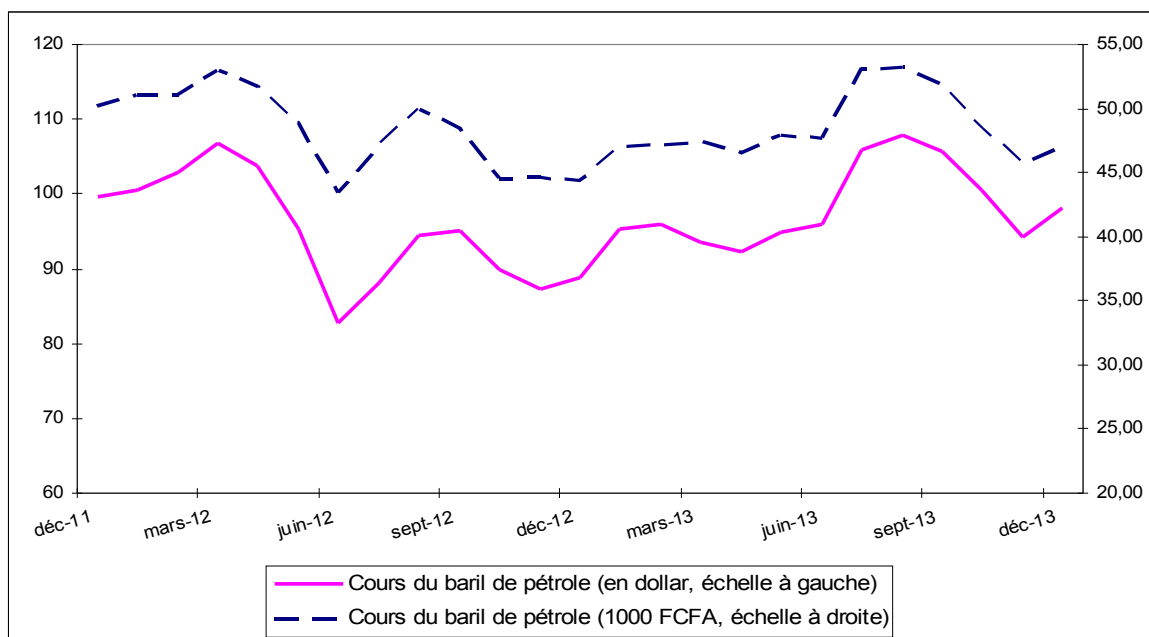
Le repli du cours du blé, amorcé en 2012, s'explique par une hausse de 7,8% de la production mondiale en 2013 et l'impact de la levée de l'interdiction des exportations russes¹. Quant à l'huile de soja, également utilisée comme aliment pour le bétail, son prix a subi l'impact de la baisse de la demande, notamment en Chine à la suite d'une épidémie de grippe aviaire. Cette diminution de la demande intervient dans un contexte d'augmentation de l'offre, la production de soja ayant progressé de 10% en 2013, selon les statistiques de *l'Economist Intelligence Unit (EIU)*.

Du fait de cette orientation favorable sur les marchés internationaux, les prix domestiques des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont légèrement diminué en 2013. Les prix domestiques de l'huile et du sucre ont baissé respectivement de 3,6% et de 4,0%.

➤ **Relative stabilité des cours du pétrole brut**

Le cours moyen du pétrole brut, exprimé en dollars US, a enregistré une légère hausse en 2013. Cette progression a été essentiellement observée au début du deuxième semestre 2013, en rapport avec les tensions politiques au moyen-orient (crise du nucléaire iranien, menace de frappes aériennes en Syrie, etc.). Au cours du reste de l'année, les prix ont plutôt été orientés à la baisse, en rapport avec la fragilité de la reprise de l'activité économique en Europe et les perspectives d'augmentation de l'offre d'hydrocarbures, notamment aux Etats-Unis, au regard de l'accroissement de l'exploitation des schistes bitumineux.

Graphique 5 : Evolution des cours du baril de pétrole brut (WTI)



Sources : BCEAO, Reuters.

¹ Le Gouvernement russe avait pris une mesure d'interdiction d'exportation du blé à la suite d'une forte baisse de la production, consécutive à la grave sécheresse de 2011.

Sur l'année 2013, les cours du baril de pétrole brut (WTI) sont ressortis en hausse de 4,0%. En tenant compte de la baisse des cours du dollar par rapport à l'euro, la hausse des prix en FCFA a été limitée à 0,7%². En effet, le cours moyen de l'euro est passé de 1,2857 dollars en 2012 à 1,3291 dollars en 2013, soit une appréciation de 3,4%.

Dans ce contexte, les prix à la pompe des carburants ont légèrement baissé dans l'UEMOA en 2013. Le prix moyen à la pompe du gazole dans l'Union est ressorti à 652 FCFA en 2013, stable par rapport à 2012. Celui de l'essence super s'est situé à 703 FCFA en 2013, en baisse de 0,9%. Des diminutions de prix des carburants ont même été enregistrées au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Niger. Le repli des prix a été plus important au Niger (-6,7%), en liaison avec l'amélioration de la production nationale de pétrole raffiné, qui a démarré au cours du quatrième trimestre 2011. Il convient également de souligner la baisse sensible des prix des carburants importés du Nigeria et vendus en vrac au Bénin et au Togo. Dans les autres pays, les prix à la pompe des produits pétroliers n'ont pas été révisés en 2013.

2 La moyenne des prix du WTI, du Dubai et du Brent est en baisse de 1,8%.

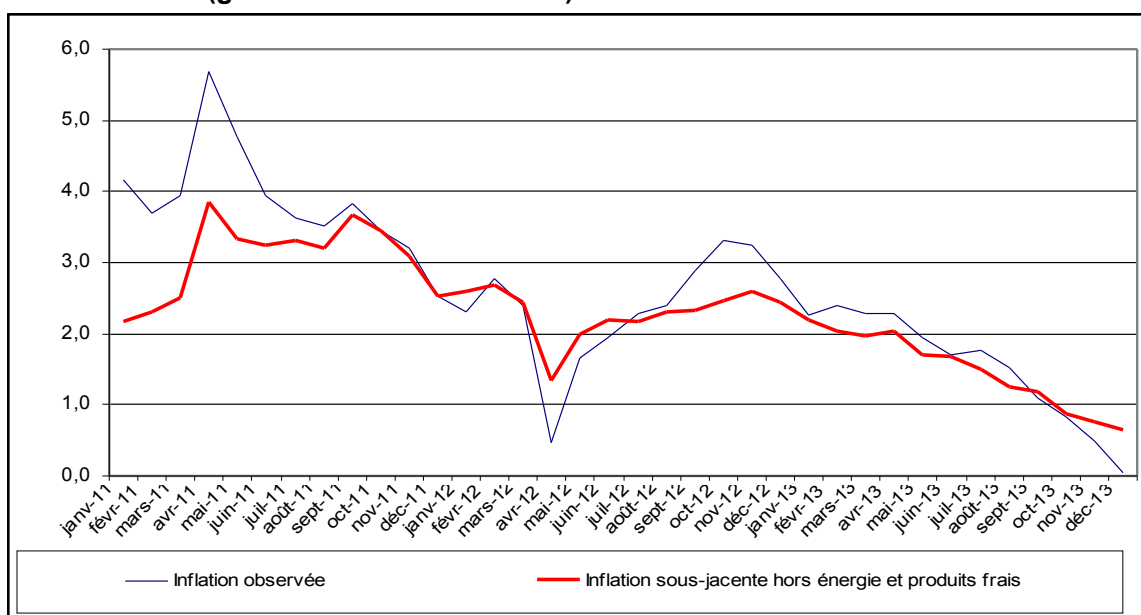
II. ANALYSE DE L'INFLATION SELON SES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES

Cette section examine la tendance de moyen terme de l'inflation, excluant les chocs transitoires (inflation sous-jacente), l'évolution des prix selon l'origine des produits (produits locaux et produits importés) et la nature des produits (biens ou services). Par ailleurs, les divergences d'évolution des prix dans les Etats membres de l'Union et le différentiel d'inflation entre la Zone UEMOA et ses principaux partenaires sont analysés.

2.1 – Evolution de l'inflation sous-jacente

L'inflation sous-jacente est mesurée au niveau communautaire par les évolutions de l'IHPC hors produits frais et énergie³. Elle est ressortie à 1,5% en 2013 dans l'Union contre 2,3% en 2012 (cf. tableau 7 en annexe). Le taux d'inflation sous-jacente s'est inscrit dans une tendance baissière similaire à celle de l'inflation globale sur l'ensemble de l'année 2013. Cette évolution indique que la décélération de l'inflation dans l'Union n'est pas liée aux seuls produits alimentaires, mais concerne la majorité des biens et services du panier de consommation.

Graphique 6 : Evolution de l'inflation observée et de l'inflation sous-jacente (glissements annuels en %)



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

La composante « produits frais » et la composante « énergie » ont contribué chacune à hauteur de 0,2 point de pourcentage à l'inflation en moyenne de 1,5% en 2013. La contribution est de 1,1 point de pourcentage pour la composante « hors énergie et produits frais ».

³ L'indice d'inflation sous-jacente adopté par l'UEMOA est obtenu par l'élimination, du panier suivi dans le cadre de l'IHPC, des postes les plus volatils suivants : céréales non transformées, poissons et autres produits frais de la pêche, poissons et autres produits de la pêche séchés et fumés, conserves de poissons, fruits, légumes frais, pommes de terre, manioc, autres tubercules, bananes plantain, sel, épices, sauces et produits alimentaires non déclarés ailleurs, électricité, gaz, combustibles liquides (pétrole lampant), autres combustibles (bois de chauffe), carburants et lubrifiants.

Tableau 6 : Evolution de l'inflation sous-jacente dans les pays de l'UEMOA en 2013

Pays	Pondération (en %)	Evolution (en %)	Contribution (en point de %)
Energie	7,5	2,2	0,2
Produits frais	16,4	1,6	0,2
Hors énergie et produits frais (Inflation sous-jacente)	76,1	1,5	1,1
Total	100	1,5	1,5

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

2.2 – Evolution de l'inflation selon l'origine géographique des produits

La décélération de l'inflation en 2013 est tirée essentiellement par les produits locaux et, dans une moindre mesure, par les produits importés. En effet, le rythme de progression des prix des produits locaux est passé de 2,6% en 2012 à 1,4% en 2013, soit un repli de 1,2 point de pourcentage. Le taux d'inflation des produits importés s'est quant à lui situé à 1,8% en 2013, en baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2012. L'analyse par pays montre que la progression des prix des produits locaux est relativement plus élevée en Côte d'Ivoire, en raison des tensions sur les prix des services d'enseignement. Pour les produits importés, la hausse des prix est ressortie significative en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Niger. Elle est en rapport avec le renchérissement de certains produits fortement demandés dans ces Etats, à savoir les articles d'habillement en Côte d'Ivoire, le gaz en Guinée-Bissau et les cyclomoteurs au Niger.

Tableau 7 Evolution de l'inflation dans les pays de l'UEMOA selon l'origine géographique des produits (en pourcentage)

Pays	locale		importée		total	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Bénin	5,6	0,9	9,1	1,3	6,7	1,0
Burkina	6,1	-0,2	1,2	1,7	3,8	0,5
Côte d'Ivoire	1,3	2,3	1,1	4,3	1,3	2,6
Guinée-Bissau	2,1	-0,3	2,3	3,0	2,1	0,7
Mali	7	-1,1	2,1	0,4	5,3	-0,6
Niger	1,3	0,9	-0,6	3,9	0,5	2,3
Sénégal	1,7	1,4	0,7	-0,9	1,4	0,7
Togo	2,5	2,0	2,8	1,8	2,6	1,8
UEMOA	2,6	1,4	2,0	1,8	2,4	1,5

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Les produits locaux, avec une pondération de 72,6% dans le calcul de l'indice des prix à la consommation, ont contribué à hauteur de 1,0 point de pourcentage à l'inflation globale en 2013. La contribution des produits importés (pondération de 27,4%) à l'inflation totale a été de 0,5 point de pourcentage (cf. tableau 8 en annexe pour les contributions par pays).

2.3 – Evolution des prix des biens et des services

L'analyse de l'évolution des prix des biens et services révèle que ces deux composantes ont contribué en 2013 à la hausse de l'indice général des prix. En effet, les prix des biens ont progressé de 2,2% et ceux de services ont connu une augmentation de 1,4%.

L'examen de la situation par pays fait ressortir quelques spécificités, notamment la baisse des prix des biens au Mali, traduisant un retour à la situation d'avant-crise. Au Sénégal et au Togo, un repli des prix des services a été observé, impulsé respectivement par la diminution du coût des communications téléphoniques et des tarifs de transport.

Tableau 8 : Evolution des prix des biens et des services dans les pays de l'UEMOA (en pourcentage)

Pays	biens		services		total	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Bénin	5,8	1,1	7,6	0,8	6,7	1,0
Burkina	4,8	0,0	2,6	1,6	3,8	0,5
Côte d'Ivoire	0,4	2,9	2,3	2,2	1,3	2,6
Guinée-Bissau	2,2	1,4	2,2	0,1	2,1	0,7
Mali	6,2	-1,5	2,6	2,2	5,3	-0,6
Niger	1,9	2,3	-2,7	2,5	0,5	2,3
Sénégal	1,1	1,0	1,3	-0,3	1,4	0,7
Togo	2,2	1,9	3,4	-0,2	2,6	1,8
UEMOA	2,2	1,5	2,5	1,4	2,4	1,5

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

2.4 – Analyse des divergences des niveaux de l'inflation dans les Etats en 2013

Les résultats en matière de convergence des niveaux d'inflation dans les pays de l'UEMOA ont été plutôt positifs en 2013. En effet, l'écart-type de la distribution des taux d'inflation en moyenne est ressorti à 1,0 point de pourcentage en 2013 contre 2,2 points en 2012. Cette amélioration de la convergence est due à la dissipation en 2013 des chocs spécifiques ayant affecté certains pays de l'Union, notamment la Côte d'Ivoire et le Mali au cours des dernières années. Par ailleurs, la survenue des sécheresses dans les pays du Sahel constitue un facteur

aggravant des divergences des taux d'inflation dans l'Union. Ce facteur n'a pas été observé en 2013. En dépit de cette convergence des niveaux d'inflation, l'analyse des résultats de l'inflation laisse apparaître que les Etats membres de l'Union peuvent être structurés en trois groupes.

Le premier groupe serait constitué de la Côte d'Ivoire (+2,6%) et du Niger (+2,3%), où la hausse des prix en moyenne s'est située au-dessus de 2,0%. En Côte d'Ivoire, l'ampleur de la progression est liée à l'augmentation de 83,0% du prix des services d'enseignement dans le supérieur, intervenue à la réouverture des universités publiques après la crise post-électorale de 2011. Au Niger, des tensions spécifiques ont été observées sur les prix de la viande, des légumes et des loyers. En particulier, la progression des loyers est liée à une augmentation de la demande. Concernant les légumes, il a été noté une baisse de l'offre.

Le second groupe serait constitué des pays ayant enregistré une hausse relativement faible du niveau général des prix (moins de 2,0%). Il s'agit du Bénin, du Burkina, de la Guinée-Bissau, du Sénégal et du Togo. La décélération de l'inflation dans ces pays est le reflet de la détente des prix des céréales locales, induite par la progression de la production céréalière au cours de la campagne agricole 2012/2013. Au Bénin en particulier, le taux d'inflation est ressorti à 1,0% en 2013 contre 6,7% l'année précédente, en relation avec la dissipation des effets sur cet Etat de la mesure de réduction de la subvention des prix des carburants prise par le Nigeria en 2012.

Le troisième groupe concernerait le Mali, où le niveau général des prix a baissé en 2013, en raison d'un effet de base (voir encadré 2). Le repli des prix a été plus important pour les denrées alimentaires, en particulier les céréales (-20,2%), le poisson frais (-10,0%) et le sucre (-10,2%). Outre l'impact de la hausse de la production vivrière, les prix des produits alimentaires, qui avaient fortement augmenté en 2012, en rapport avec la crise politique dans le pays, se sont repliés pour retrouver leur niveau d'avant-crise.

Encadré 2 : L'incidence des effets de base sur le taux d'inflation

L'évolution du niveau général des prix dans les pays membres de l'UEMOA est caractérisée par une grande volatilité due à une forte exposition aux chocs exogènes. Lorsque le choc intervient au cours d'une année (n), il affecte le niveau de l'inflation de l'année en cours, mais aussi celui de l'année suivante (n+1).

Ainsi, l'effet de base correspond aux impacts sur les variations du taux d'inflation annuel des évolutions inhabituelles ou extrêmes de l'indice des prix durant la période de référence, c'est-à-dire, la période qui sert de base au calcul des taux annuels.

En effet, le taux d'inflation en glissement annuel ($TXINFL_t$) au cours d'un mois (t) est le rapport entre l'indice des prix du mois en cours (P_t) et sa valeur douze mois plus tôt (P_{t-12}). De ce fait, l'évolution du taux d'inflation en glissement annuel entre le mois (t-1) et le mois (t)

dépend des variations mensuelles de l'indice au cours de l'année sous revue (Var_t), mais également de celles de l'année passée (Var_{t-12}), appelées « effets de base ».

$TXINFL_t = [\ln(P_t) - \ln(P_{t-12})] \times 100$, où \ln est le logarithme népérien. Ainsi,

$$TXINFL_t - TXINFL_{t-1} = [(\ln(P_t) - \ln(P_{t-1})) - (\ln(P_{t-12}) - \ln(P_{t-13}))] \times 100$$

Approximativement, la variation du taux d'inflation en glissement annuel entre deux mois consécutifs est égale à l'écart entre la variation mensuelle des prix au cours des mois (t) et ($t-12$) : $TXINFL_t - TXINFL_{t-1} = Var_t - Var_{t-12}$.

Ainsi, dans l'exemple du Mali, les hausses des prix au cours de l'année passée ayant été exceptionnellement fortes du fait des troubles (Var_{t-12} est élevé), le taux d'inflation en glissement s'est inscrit dans une tendance baissière en 2013. A titre d'exemple, le taux d'inflation en glissement annuel au Mali est passé de -1,2% en avril 2013 à -1,7% en mai 2013, soit un repli de 0,5 point de pourcentage. Cette baisse de 0,5 point du taux d'inflation en glissement annuel s'explique par la hausse du niveau général des prix des prix entre avril 2013 et mai 2013 ($Var_t = 1,0\%$), moins importante que celle entre avril 2012 et mai 2012 ($Var_{t-12} = +1,5\%$).

2.5 – Ecart d'inflation par rapport aux principaux partenaires

L'orientation baissière du taux d'inflation au niveau mondial, observée en 2012 s'est poursuivie en 2013. Cette évolution résulte de l'absence de tensions sur les cours mondiaux des produits alimentaires et pétroliers, dans un contexte de faible croissance de l'activité économique mondiale et d'augmentation de l'offre de ces produits. Selon le FMI⁴, le taux d'inflation dans les pays développés est passé de 2,7% en 2011 à 2,0% en 2012 et à 1,4% en 2013. La hausse des prix des pays émergents et en développement est ressortie quasi-stable à 6,1% en 2013 contre 6,0% en 2012. Le taux d'inflation dans l'ensemble des pays partenaires de l'UEMOA a baissé de 1,0 point de pourcentage pour se situer à 3,4% en 2013.

Tableau 9 : Taux d'inflation en moyenne annuelle dans les principaux pays partenaires de l'UEMOA (en pourcentage)

	2011	2012	2013
Zone euro	2,7	2,5	1,4
France	2,3	2,2	1,0
Etats-Unis	3,2	2,1	1,5
Japon	0,0	-0,1	0,4
Ghana	8,7	9,1	11,7
Nigeria	10,9	12,2	8,5
Ensemble des partenaires	4,4	4,4	3,4
p.m UEMOA	3,9	2,4	1,5

Source : FMI, banques centrales.

4 Révision des perspectives économiques mondiales (WEO) de janvier 2014.

Au niveau des principaux pays partenaires limitrophes, une accélération de l'inflation a été enregistrée au Ghana alors qu'au Nigeria, une décélération de l'évolution des prix a plutôt été observée. Les tensions inflationnistes au Ghana ont été imprimées essentiellement par le renchérissement des produits composant la rubrique « Gaz, électricité et autres combustibles » de l'indice des prix. Les prix des transports et des produits alimentaires ont également enregistré des pressions haussières. Plus spécifiquement, la baisse des subventions tarifaires, notamment pour l'eau et l'électricité dans un contexte d'aggravation du déficit budgétaire et de dépréciation de la monnaie ghanéenne, a significativement contribué à ces évolutions. Au Nigeria, la décélération de l'inflation en 2013 est liée à l'impact de l'accroissement de l'offre alimentaire locale.

Résultant des évolutions sus-retracées, l'UEMOA a enregistré en moyenne en 2013 un différentiel d'inflation favorable vis-à-vis de ses principaux partenaires commerciaux. Ce différentiel est ressorti à 1,0 point de pourcentage par rapport à l'ensemble des partenaires, atteignant même 10,2 points et 7,0 points respectivement à l'égard du Ghana et du Nigeria. En revanche, un différentiel d'inflation défavorable de 0,1 point de pourcentage a été observé vis-à-vis de la Zone euro.

III. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'INFLATION

3.1 - Hypothèses

Les projections de l'inflation en 2014 et 2015 sont basées sur des hypothèses relatives à l'environnement international et régional. Ces hypothèses prennent appui sur les principaux déterminants de l'inflation dans la Zone UEMOA, notamment l'évolution de la production céréalière, ainsi que l'évolution des cours internationaux des produits alimentaires, du pétrole brut et du dollar.

3.1.1 – Environnement international

L'environnement économique international devrait être marqué en 2014 par une reprise de l'activité. Selon les projections du FMI du mois de janvier 2014, le taux de croissance de l'activité mondiale passerait de 3,0% en 2013 à 3,7% en 2014 et 3,9% en 2015. La Zone euro sortirait de la récession en 2014, avec un taux de croissance du produit intérieur brut réel de la Zone euro qui passerait de -0,4% en 2013 à 1,0% en 2014 et 1,4% en 2015. Par ailleurs, une accélération de l'activité est attendue dans les pays émergents et ceux en développement, en rapport notamment avec le dynamisme des exportations qu'induirait l'amélioration de la situation dans les pays développés.

Les prévisions d'inflation reposent sur un cours du pétrole brut (WTI)² de 96 dollars en 2014 et de 95 dollars en 2015, comparés aux niveaux de 98,4 dollars et 94,6 dollars enregistrés respectivement en 2013 et 2012. Il est ainsi prévu une atténuation des tensions sur les prix des produits pétroliers.

Les incertitudes liées à l'évolution de l'activité économique mondiale, à la persistance des risques géopolitiques ainsi qu'aux phénomènes climatiques amènent à envisager deux scénarii. Un scénario pessimiste correspondant à un cours moyen du baril de pétrole (WTI) de 104 dollars en 2014 et de 107 dollars en 2015 et un scénario optimiste, tablant sur un cours moyen du baril de pétrole de 92 dollars en 2014 et 85 dollars en 2015 ont été retenus.

Au niveau des changes, les prévisions³ sont alignées sur un taux de change euro/dollar de 1,34 dollar en 2014 et 2015. En 2013, l'euro s'est échangé contre 1,33 dollar.

S'agissant de l'inflation importée, la hausse du niveau général des prix au niveau mondial devrait rester modérée en 2014 et 2015. Le taux d'inflation⁴ dans la Zone euro est prévu à 1,1% en 2014 et 1,3% en 2015. Le taux d'inflation dans les pays développés passerait de 1,4% en 2013 à 1,7% en 2014 et 1,8% en 2015. Cette légère accélération serait imprimée par

2 Prévisions alignées sur les cours du marché à terme.

3 Prévisions de la Banque Centrale Européenne de décembre 2013.

4 Prévisions de la Banque Centrale Européenne de décembre 2013.

le Japon, où la hausse du niveau général des prix atteindrait 2,9% en 2014, après plusieurs années de déflation.

Concernant la production céréalière mondiale, les estimations de la FAO indiquent une hausse de 8,4% en 2013. En particulier, la production de blé s'est accrue de 7,8% et celle du riz a augmenté de 1,0%. Cette hausse de la production alimentaire mondiale pourrait contribuer à limiter les tensions sur les cours mondiaux des denrées alimentaires importées, notamment en 2014. Toutefois, l'hypothèse d'une hausse de 5% des prix des produits alimentaires importés a été retenue dans les projections d'inflation de l'Union. Le scénario pessimiste prévoit en revanche une progression des cours mondiaux des produits alimentaires de 10% en 2014 et 2015, tandis que le scénario optimiste suppose une baisse de 5,0% des cours en 2014 et 2015.

Tableau 10 : Principales hypothèses de projection de l'inflation dans l'UEMOA

	2013	2014			2015		
		Optimiste	Central	Pessimiste	Optimiste	Central	Pessimiste
Baril du pétrole (WTI, en dollar)	98,4	92	96	104	85	95	107
Taux de change euro/dollar	1,33		1,34			1,34	
Inflation Zone euro (%)	1,4		1,1			1,3	
Cours des produits alimentaires (%)	0,9	-5,0	5,0	10,0	-5,0	5,0	10,0
Production céréalière de l'Union (%)	27,9		-5,6		10,0	5,0	-5,0

Sources : BLOOMBERG, BCE, BCEAO.

3.1.2 – Environnement interne

Au niveau interne, une diminution de l'offre domestique de céréales est attendue. En effet, les estimations du CILSS indiquent une baisse de 5,6% de la production céréalière de la campagne 2013/2014 dans les pays de l'UEMOA, induite par le démarrage tardif de la saison des pluies en 2013 et des inondations enregistrées dans certains Etats, notamment au Mali et au Niger. Le niveau de la production resterait cependant supérieur à la moyenne observée au cours des cinq dernières années. Ainsi, une hausse modérée des prix des céréales locales est attendue en 2014.

Les prévisions tablent sur une hausse tendancielle de 5,0% de la production céréalière au cours des campagnes agricoles 2014/2015 et 2015/2016. Toutefois, compte tenu de la forte dépendance de la production agricole aux aléas climatiques, un scénario pessimiste et un scénario optimiste retenant respectivement une baisse de 5,0% et une hausse de 10% de la production ont été établis.

Outre les hypothèses formulées ci-dessus, les projections des prix en 2014 et 2015 tablent sur la poursuite, dans les Etats membres de l'Union, de politiques budgétaires axées sur une meilleure qualité des dépenses publiques. Par ailleurs, elles supposent une progression de la liquidité globale en adéquation avec l'évolution de l'activité économique. Elles reposent également sur l'absence de tensions socio-politiques.

Encadré 3 : Facteurs de risques entourant l'évolution de l'inflation au cours des prochaines années

Les perspectives d'inflation au cours des deux prochaines années situent l'évolution des prix dans l'Union dans un sentier compatible avec l'objectif de stabilité des prix défini par le Comité de Politique Monétaire, à savoir un taux d'inflation annuel de l'Union compris dans une marge de \pm un point de pourcentage (1%) autour de 2%, à un horizon de huit trimestres. Les risques pesant sur ces prévisions semblent globalement équilibrés.

Les risques haussiers entourant l'évolution de l'inflation au cours des prochains mois sont liés notamment aux résultats de la campagne agricole 2014/2015, qui restent fortement tributaires des conditions climatiques. Une seconde baisse de la production en 2014, après celle de 2013, pourrait se traduire par des tensions importantes sur les prix des céréales. Les risques sont liés également à la persistance des problèmes sécuritaires au nord du Nigeria et dans certains pays de l'Union, notamment au Mali et au Niger. Cette situation pourrait perturber les échanges de produits céréaliers, en particulier des zones excédentaires du Nigeria vers les pays du Sahel, et alimenter des tensions inflationnistes.

Les risques baissiers sont liés à un repli plus marqué des prix des matières premières, notamment du pétrole brut, en rapport avec une augmentation de l'offre et une reprise fragile de l'activité économique mondiale. Par ailleurs, une hausse substantielle des productions agricoles de contre-saison, en rapport avec les initiatives en cours dans les Etats, pourrait se traduire par une baisse des prix des produits alimentaires.

3.2 – Perspectives en 2014 et 2015

La hausse du niveau général des prix pour l'ensemble de l'Union devrait rester modérée en 2014 et 2015. Elle se situerait autour de 1,8% en 2014 et de 2,3% en 2015, en phase avec l'objectif d'inflation dans la Zone UEMOA. La légère remontée de l'inflation serait imprimée essentiellement par le renchérissement attendu des produits alimentaires, notamment des céréales.

Tableau 11 : Perspectives d'inflation dans les pays de l'UEMOA (variations annuelles moyennes en %)

	2013	2014			2015		
	réalisations	optimiste	central	pessimiste	optimiste	central	pessimiste
Bénin	1,0	-0,7	0,1	0,5	0,7	1,6	2,0
Burkina	0,5	0,8	1,7	2,1	1,2	2,1	2,6
Côte d'Ivoire	2,6	1,2	2,1	2,4	1,5	2,4	2,8
Guinée-Bissau	0,7	1,7	2,6	3,0	0,9	1,8	2,2
Mali	-0,6	1,3	2,2	2,5	1,6	2,5	2,9
Niger	2,3	1,7	2,6	3,0	1,2	2,1	2,6
Sénégal	0,7	0,7	1,7	2,0	1,5	2,4	2,8
Togo	1,8	0,7	1,6	1,9	1,6	2,4	2,8
UEMOA	1,5	0,9	1,8	2,2	1,4	2,3	2,7

Source : BCEAO.

CONCLUSION

Le taux d'inflation en moyenne dans l'Union est ressorti à 1,5% en 2013 contre 2,4% en 2012. Cette décélération est liée à la détente des prix des céréales locales, en rapport avec la hausse de la production céréalière dans l'UEMOA à l'issue de la campagne agricole 2012/2013. Par ailleurs, une relative accalmie a été observée au niveau des prix domestiques des produits alimentaires et pétroliers importés, en liaison avec l'absence de tensions sur leurs cours mondiaux. Le ralentissement du rythme d'augmentation des prix est induit également par la dissipation de l'impact de la crise au Mali, où des tensions inflationnistes avaient été recensées en 2012.

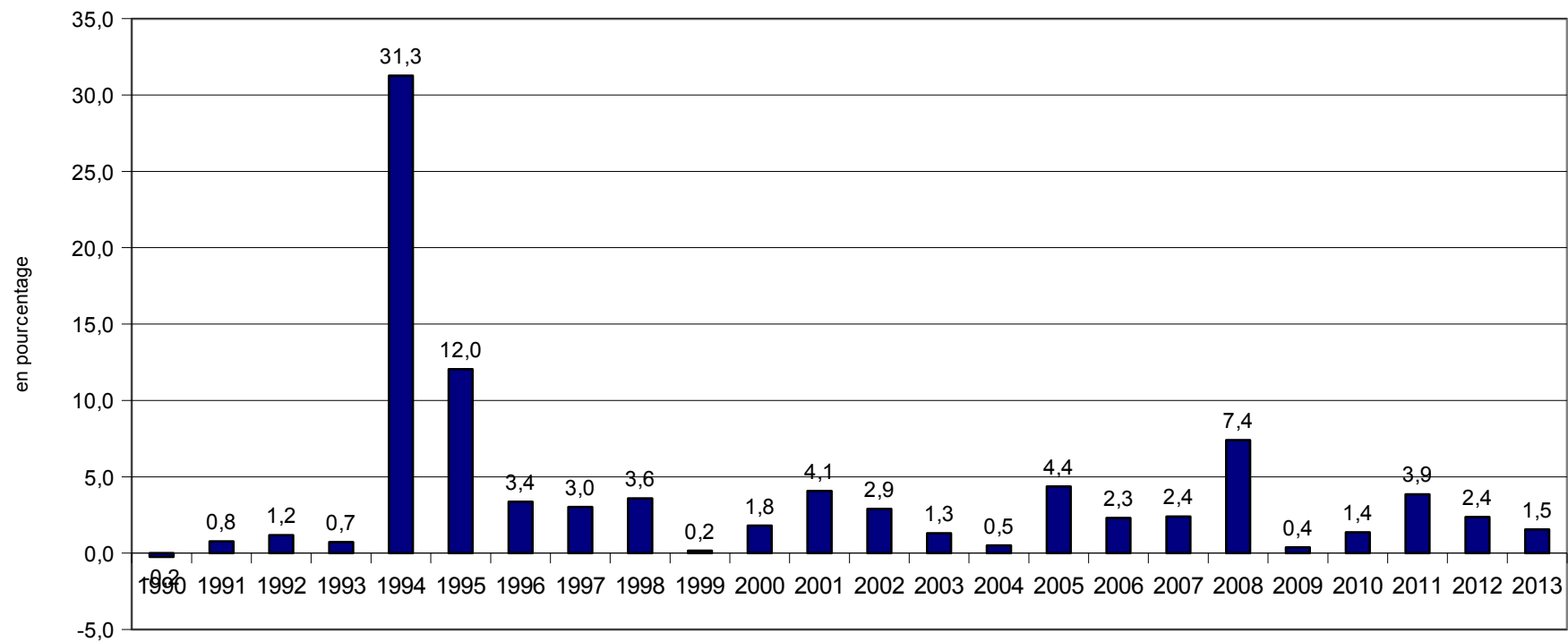
Les projections indiquent une hausse modérée des prix dans l'UEMOA au cours des prochaines années. Les taux d'inflation en 2014 et 2015 demeureraient dans les limites retenues par le Comité de Politique Monétaire.

Toutefois, les risques d'accélération sensible de l'inflation pourraient persister, en raison de la forte volatilité du niveau de la production vivrière qui reste largement dépendante des conditions climatiques. Aussi, la mise en œuvre des initiatives prises au niveau communautaire et par certains Etats, tendant à accroître la production vivrière de contre-saison, notamment par l'aménagement de périmètres irrigués, devrait-elle être accélérée. Les investissements en infrastructures routières, favorisant la circulation des marchandises et réduisant ainsi les coûts d'acheminement des produits vers les marchés, devraient être également poursuivis.



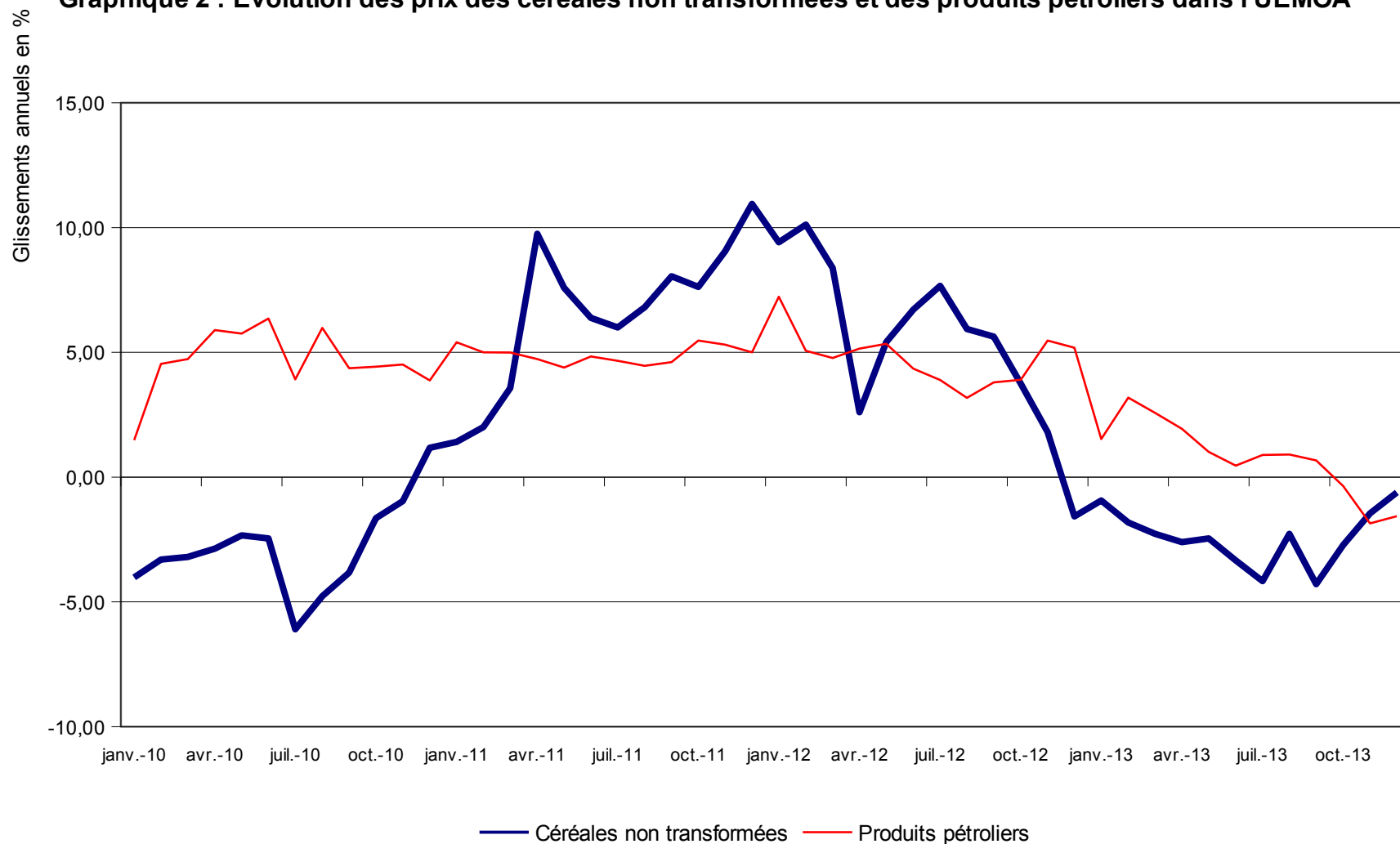
ANNEXES

Graphique 1 : Evolution de l'inflation en moyenne annuelle dans l'UEMOA



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

Graphique 2 : Evolution des prix des céréales non transformées et des produits pétroliers dans l'UEMOA



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

Tableau 1 : Niveaux des indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC)
Base 100 =2008

Périodes	COTONOU			OUAGADOUGOU			ABIDJAN			BISSAU			BAMAKO		
	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.
Pondérations par fonction	100,0	31,5	68,5	100,0	36,9	63,1	100,0	24,8	75,3	100,0	38,4	61,6	100,0	45,4	54,6
Pondérations par pays en %	8,1	8,4	8,0	8,5	9,1	8,2	38,1	30,9	42,4	2,2	2,7	1,8	7,1	10,0	4,7
2008	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2009	100,4	102,4	99,5	100,9	103,5	99,3	100,5	102,5	99,9	97,2	97,6	97,0	102,4	103,8	101,2
2010	102,6	106,5	100,8	100,3	105,0	97,5	102,3	109,1	100,0	99,4	99,4	99,4	103,6	107,3	100,6
2011	105,4	112,6	102,1	103,0	111,4	98,1	107,3	120,5	102,9	104,4	106,7	103,0	106,7	112,7	101,6
2012	112,5	117,9	110,0	107,0	117,4	100,8	108,7	120,2	104,9	106,7	109,9	104,6	112,3	121,8	104,4
2013	113,6	120,9	110,2	107,5	117,0	102,0	111,5	122,5	107,9	107,4	110,7	105,3	111,7	117,8	106,6
2012 Janvier	112,2	112,6	112,0	103,8	111,5	99,4	107,7	118,2	104,3	105,1	106,1	104,5	109,3	118,0	102,0
Février	110,2	112,4	109,2	104,1	111,4	99,8	107,7	118,7	104,0	105,3	106,4	104,6	110,3	118,4	103,5
Mars	111,0	115,3	109,1	104,1	111,4	99,8	107,4	117,6	104,0	104,9	105,7	104,4	110,6	118,9	103,7
Avril	111,4	116,1	109,3	105,0	112,3	100,7	107,6	118,8	104,0	105,8	108,0	104,4	111,8	121,4	103,8
Mai	112,9	120,8	109,2	106,4	115,8	100,9	107,9	119,7	104,0	107,3	110,4	105,4	113,5	124,4	104,4
Juin	113,0	120,7	109,4	107,1	116,8	101,4	108,5	121,6	104,2	107,8	111,5	105,5	113,7	125,2	104,1
Juillet	112,3	117,2	110,0	108,8	121,9	101,1	109,1	122,1	104,8	107,5	112,8	104,2	113,4	124,5	104,2
Août	111,9	115,8	110,1	108,6	121,1	101,3	109,1	121,2	105,1	107,7	113,0	104,4	113,8	124,5	104,9
Septembre	113,2	118,5	110,8	109,6	123,8	101,4	109,0	119,7	105,4	108,1	113,8	104,5	114,1	124,3	105,6
Octobre	113,3	120,9	109,7	109,5	122,5	101,9	109,4	120,7	105,6	106,7	110,3	104,5	112,9	121,6	105,6
Novembre	114,5	121,9	111,0	109,3	122,7	101,5	109,9	120,8	106,3	107,0	110,8	104,6	112,5	120,5	105,8
Décembre	114,1	122,6	110,2	107,1	118,0	100,8	111,0	123,0	107,0	106,7	110,1	104,6	112,0	119,7	105,6
2013 Janvier	114,0	120,9	110,8	106,3	115,0	101,3	111,4	123,9	107,3	106,8	109,0	105,4	109,6	116,0	104,3
Février	114,1	121,0	111,0	106,7	115,5	101,5	111,5	123,6	107,6	107,1	110,1	105,2	110,0	115,2	105,7
Mars	113,9	121,3	110,5	106,7	115,6	101,5	111,3	122,4	107,7	107,1	110,7	104,9	110,0	114,7	106,1
Avril	114,9	123,0	111,2	107,4	116,8	102,0	111,9	124,4	107,7	106,7	108,8	105,3	110,5	115,5	106,3
Mai	115,1	124,2	110,8	107,5	118,5	101,1	111,6	123,2	107,8	107,1	110,0	105,3	111,6	117,4	106,8
Juin	113,8	121,4	110,3	109,1	121,3	101,9	111,7	123,8	107,7	106,9	109,5	105,3	112,2	118,5	107,0
Juillet	114,9	125,0	110,3	109,6	119,7	103,7	111,8	123,4	107,9	107,5	111,0	105,4	112,9	120,0	107,0
Août	113,7	120,5	110,5	107,8	117,0	102,5	111,6	122,8	107,9	108,4	113,3	105,3	113,4	121,2	106,9
Septembre	113,4	119,0	110,8	107,1	117,5	101,0	111,3	121,6	108,0	108,0	112,1	105,4	113,0	119,7	107,4
Octobre	112,0	117,6	109,4	106,9	116,0	101,6	111,2	120,6	108,1	108,6	113,5	105,5	112,1	118,3	106,9
Novembre	111,3	117,0	108,7	107,9	116,6	102,7	111,1	120,3	108,1	108,1	112,3	105,5	112,7	119,4	107,1
Décembre	112,0	120,2	108,3	107,3	114,7	102,9	111,4	120,1	108,6	106,6	108,7	105,3	112,0	117,7	107,3

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Tableau 1 (suite de fin) : Niveaux des indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC)

Base 100 =2008

Périodes	NIAMEY			DAKAR			LOME			UEMOA		
	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.
Pondérations par fonction	100,0	39,8	60,2	100,0	32,9	67,1	100,0	28,7	71,3	100,0	31,0	69,0
Pondérations par pays en %	6,0	7,9	4,8	19,6	21,2	18,9	10,3	9,8	10,5	100,0	100,0	
2008	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2009	100,5	108,4	95,2	97,8	96,8	98,2	103,7	109,5	101,4	100,4	102,5	99,4
2010	101,4	110,7	95,3	99,0	100,6	98,1	105,2	109,1	103,6	101,8	106,4	99,7
2011	104,4	114,4	97,7	102,3	107,3	99,9	109,0	110,4	108,4	105,7	113,6	102,1
2012	104,9	118,1	96,1	103,8	110,0	100,7	111,8	114,3	110,8	108,2	116,7	104,3
2013	107,3	123,4	96,6	104,5	111,4	101,1	113,8	114,8	113,4	109,9	118,0	106,2
2012 Janvier	103,9	114,2	97,1	103,3	108,5	100,8	111,0	112,8	110,2	107,0	113,9	104,0
Février	102,4	110,6	97,0	103,6	108,6	101,1	111,0	111,6	110,8	106,9	113,7	103,9
Mars	102,0	109,5	97,0	103,6	108,7	101,0	110,8	111,1	110,6	106,9	113,5	103,9
Avril	103,2	112,6	97,0	103,0	107,5	100,8	111,6	116,6	109,6	107,2	114,8	103,8
Mai	105,3	117,8	97,0	101,8	104,0	100,7	112,7	118,2	110,5	107,7	116,0	103,9
Juin	105,6	121,1	95,4	101,8	104,1	100,6	112,2	116,6	110,5	108,0	116,9	104,0
Juillet	106,1	122,3	95,4	102,3	106,2	100,4	112,3	117,4	110,3	108,4	117,9	104,2
Août	106,2	122,6	95,4	103,8	110,9	100,3	111,9	115,0	110,6	108,7	118,2	104,4
Septembre	106,2	122,7	95,3	104,9	114,6	100,2	111,6	112,7	111,2	109,0	118,8	104,6
Octobre	105,7	121,3	95,4	106,1	116,9	100,9	111,6	111,2	111,8	109,3	119,0	104,9
Novembre	105,6	120,9	95,5	105,9	115,9	101,0	112,2	112,9	111,9	109,5	119,0	105,3
Décembre	106,0	122,0	95,5	105,2	113,6	101,2	113,1	115,8	112,0	109,7	119,0	105,4
2013 Janvier	104,9	118,4	96,0	104,0	109,7	101,3	114,8	118,3	113,4	109,5	117,6	105,8
Février	104,4	117,2	95,9	103,9	109,4	101,2	114,4	117,3	113,3	109,5	117,3	106,0
Mars	104,0	116,1	96,0	103,4	107,9	101,2	114,7	117,3	113,7	109,3	116,5	106,0
Avril	104,6	117,9	95,9	103,3	107,4	101,3	114,3	117,2	113,1	109,7	117,5	106,1
Mai	106,6	121,8	96,5	103,0	106,9	101,1	114,8	119,1	113,0	109,8	118,0	106,1
Juin	108,2	125,9	96,5	102,5	105,6	100,9	114,6	117,8	113,2	109,9	118,2	106,1
Juillet	110,5	130,2	97,5	103,4	108,6	100,9	113,9	115,9	113,1	110,3	119,2	106,3
Août	110,3	129,6	97,6	105,1	113,7	101,0	113,3	113,0	113,4	110,3	119,3	106,3
Septembre	109,7	128,1	97,4	106,0	116,1	101,0	113,2	113,2	113,2	110,2	119,1	106,2
Octobre	108,7	126,9	96,7	107,5	120,1	101,3	112,5	109,4	113,7	110,2	118,8	106,3
Novembre	108,0	125,3	96,6	106,8	118,2	101,3	112,8	110,4	113,8	110,0	118,4	106,3
Décembre	107,2	123,1	96,7	105,1	113,1	101,3	112,5	109,2	113,8	109,7	116,7	106,5

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Tableau 2 : Variations des indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC)

Périodes	COTONOU			OUAGADOUGOU			ABIDJAN			BISSAU			BAMAKO		
	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.
Pondérations par fonction	100,0	31,5	68,5	100,0	36,9	63,1	100,0	24,8	75,3	100,0	38,4	61,6	100,0	45,4	54,6
Pondérations par pays en %	8,1	8,4	8,0	8,5	9,1	8,2	38,1	30,9	42,4	2,2	2,7	1,8	7,1	10,0	4,7
Glissements annuels en 2012 (en%)															
Janvier	5,9	-2,2	10,1	2,8	3,0	2,7	2,3	1,2	2,7	2,1	2,8	1,7	3,8	7,6	0,3
Février	6,3	2,7	8,0	3,8	4,6	3,2	2,0	1,1	2,3	3,1	5,2	1,8	6,1	10,8	2,0
Mars	7,4	7,2	7,5	3,5	4,4	2,9	0,6	-2,8	2,0	2,2	2,9	1,7	6,6	12,1	1,8
Avril	6,4	4,3	7,5	3,7	4,8	3,0	-3,9	-14,0	0,6	1,9	2,4	1,6	7,2	14,0	1,4
Mai	7,1	6,6	7,4	4,2	6,4	2,8	-1,2	-6,9	1,1	2,2	1,7	2,5	8,2	14,6	2,5
Juin	6,7	5,9	7,2	3,5	3,9	3,2	1,0	0,1	1,3	1,7	0,9	2,2	6,5	10,7	2,6
Juillet	6,0	2,5	7,8	4,5	7,5	2,6	1,7	2,1	1,6	1,6	2,5	1,0	5,1	8,1	2,3
Août	5,7	1,9	7,7	4,0	6,1	2,6	1,9	1,8	1,9	2,2	3,8	1,2	5,1	7,1	3,2
Septembre	7,4	5,4	8,4	5,6	9,8	2,8	2,2	2,4	2,1	2,2	3,6	1,3	4,7	5,6	3,9
Octobre	7,2	7,9	6,8	4,4	6,0	3,2	3,0	5,2	2,2	2,3	4,1	1,2	4,3	4,2	4,5
Novembre	7,9	7,8	8,0	4,2	6,4	2,7	3,0	4,0	2,6	2,3	3,7	1,4	3,8	2,6	4,9
Décembre	6,8	6,4	7,0	1,7	1,6	1,7	3,4	5,5	2,7	1,7	2,4	1,3	2,4	0,7	4,1
Glissements annuels en 2013 (en%)															
Janvier	1,6	7,3	-1,0	2,4	3,1	1,9	3,4	4,7	2,9	1,6	2,7	0,9	0,3	-1,7	2,2
Février	3,5	7,6	1,6	2,5	3,7	1,7	3,6	4,1	3,4	1,7	3,5	0,6	-0,2	-2,7	2,1
Mars	2,6	5,2	1,3	2,5	3,8	1,7	3,6	4,1	3,5	2,1	4,7	0,4	-0,6	-3,6	2,3
Avril	3,1	6,0	1,7	2,3	4,0	1,2	3,9	4,8	3,6	0,8	0,7	0,9	-1,2	-4,9	2,4
Mai	1,9	2,8	1,5	1,1	2,3	0,2	3,5	3,0	3,6	-0,2	-0,4	-0,0	-1,7	-5,6	2,2
Juin	0,7	0,6	0,8	1,8	3,8	0,5	2,9	1,8	3,4	-0,8	-1,8	-0,2	-1,3	-5,4	2,7
Juillet	2,3	6,7	0,2	0,8	-1,8	2,6	2,4	1,1	3,0	0,0	-1,6	1,1	-0,4	-3,6	2,7
Août	1,6	4,1	0,4	-0,7	-3,4	1,1	2,3	1,3	2,6	0,6	0,3	0,9	-0,4	-2,7	1,9
Septembre	0,2	0,4	0,0	-2,3	-5,1	-0,4	2,2	1,5	2,4	-0,1	-1,5	0,9	-1,0	-3,7	1,7
Octobre	-1,1	-2,8	-0,3	-2,4	-5,3	-0,3	1,7	-0,1	2,4	1,8	2,9	1,0	-0,7	-2,7	1,3
Novembre	-2,8	-4,0	-2,1	-1,3	-5,0	1,3	1,1	-0,5	1,7	1,0	1,4	0,8	0,2	-0,9	1,2
Décembre	-1,8	-2,0	-1,8	0,1	-2,7	2,1	0,4	-2,4	1,5	-0,1	-1,3	0,7	0,0	-1,7	1,6
Moyenne annuelle															
Année 2007	1,3	-0,8	2,5	-0,3	-1,0	0,1	1,9	5,4	0,4	4,6	5,8	2,9	1,4	2,6	0,4
Année 2008	7,9	18,0	2,6	10,7	23,4	5,2	6,3	11,6	3,9	10,4	15,9	2,4	9,2	13,0	5,9
Année 2009	0,4	2,4	-0,5	0,9	3,5	-0,7	0,5	2,5	-0,1	-2,8	-2,4	-3,0	2,4	3,8	1,2
Année 2010	2,1	4,0	1,3	-0,6	1,5	-1,9	1,7	6,5	0,2	2,2	1,9	2,5	1,2	3,4	-0,6
Année 2011	2,7	5,7	1,3	2,8	6,1	0,7	4,9	10,5	2,9	5,1	7,3	3,6	3,0	5,1	1,0
Année 2012	6,7	4,7	7,8	3,8	5,4	2,8	1,3	-0,3	1,9	2,1	3,0	1,6	5,3	8,0	2,8
Année 2013	1,0	2,6	0,2	0,5	-0,4	1,1	2,6	1,9	2,8	0,7	0,8	0,7	-0,6	-3,3	2,0

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Tableau 2 (suite et fin) : Variations des indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC)

Périodes	NIAMEY			DAKAR			LOME			UEMOA		
	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.
Pondérations par fonction	100,0	39,8	60,2	100,0	32,9	67,1	100,0	28,7	71,3	100,0	31,0	69,0
Pondérations par pays en %	6,0	7,9	4,8	19,6	21,2	18,9	10,3	9,8	10,5	100,0	100,0	
Glissements annuels en 2012 (en%)												
Janvier	-0,6	-1,8	0,3	1,5	1,5	1,5	1,4	-1,4	2,6	2,3	1,3	2,8
Février	-0,4	-1,0	0,1	2,1	2,7	1,9	2,9	2,2	3,2	2,8	2,8	2,8
Mars	0,1	0,1	0,1	2,7	4,5	1,8	2,1	0,9	2,6	2,4	2,2	2,5
Avril	0,9	2,2	-0,0	2,1	3,7	1,3	2,0	4,9	0,8	0,5	-1,7	1,6
Mai	2,4	5,5	0,1	0,6	0,0	0,9	3,3	5,4	2,4	1,7	1,1	2,0
Juin	-0,1	2,6	-2,3	0,2	-0,5	0,5	2,0	1,3	2,2	2,0	2,2	1,8
Juillet	0,6	5,5	-3,1	0,3	-0,2	0,6	2,5	3,8	2,0	2,3	3,2	1,8
Août	-0,2	4,2	-3,7	1,1	2,1	0,6	2,5	4,0	1,8	2,4	3,3	2,0
Septembre	0,9	6,4	-3,4	1,3	4,1	-0,2	2,7	3,9	2,2	2,9	4,5	2,1
Octobre	0,9	5,9	-2,9	1,9	5,1	0,2	3,9	7,1	2,6	3,3	5,6	2,2
Novembre	0,2	3,8	-2,7	2,0	4,5	0,6	3,6	6,3	2,6	3,2	4,7	2,5
Décembre	0,7	4,9	-2,6	1,1	2,1	0,6	2,9	5,1	2,0	2,8	3,8	2,3
Glissements annuels en 2013 (en%)												
Janvier	0,9	3,7	-1,2	0,7	1,1	0,5	3,4	4,8	2,9	2,3	3,3	1,7
Février	1,9	6,0	-1,2	0,3	0,7	0,1	3,1	5,1	2,2	2,4	3,2	2,0
Mars	1,9	6,0	-1,1	-0,2	-0,8	0,1	3,5	5,6	2,7	2,3	2,7	2,1
Avril	1,4	4,7	-1,1	0,3	-0,1	0,5	2,4	0,5	3,2	2,3	2,3	2,3
Mai	1,2	3,4	-0,5	1,2	2,8	0,4	1,8	0,7	2,3	1,9	1,7	2,1
Juin	2,5	4,0	1,2	0,7	1,4	0,3	2,1	1,0	2,5	1,7	1,0	2,0
Juillet	4,2	6,5	2,2	1,1	2,2	0,5	1,4	-1,3	2,5	1,8	1,1	2,1
Août	3,9	5,7	2,3	1,3	2,5	0,6	1,2	-1,7	2,5	1,5	0,9	1,8
Septembre	3,2	4,4	2,2	1,0	1,3	0,8	1,5	0,4	1,9	1,1	0,3	1,5
Octobre	2,8	4,6	1,3	1,3	2,7	0,4	0,8	-1,7	1,7	0,8	-0,2	1,3
Novembre	2,3	3,6	1,1	0,9	2,0	0,3	0,5	-2,3	1,7	0,5	-0,5	1,0
Décembre	1,1	0,9	1,3	-0,1	-0,4	0,1	-0,5	-5,7	1,7	0,0	-1,9	1,0
Moyenne annuelle												
Année 2007	0,1	-0,6	0,6	5,9	7,3	4,8	0,9	1,9	0,5	2,4	4,0	1,4
Année 2008	11,3	20,6	3,5	5,8	9,6	2,9	8,7	20,4	2,9	7,4	13,7	3,7
Année 2009	0,5	8,4	-4,8	-2,2	-3,2	-1,8	3,7	9,5	1,4	0,4	2,5	-0,6
Année 2010	0,9	2,1	0,1	1,2	4,0	-0,1	1,5	-0,4	2,2	1,4	3,8	0,2
Année 2011	2,9	3,4	2,6	3,4	6,7	1,8	3,6	1,2	4,6	3,9	6,8	2,5
Année 2012	0,5	3,2	-1,7	1,4	2,5	0,9	2,6	3,6	2,3	2,4	2,7	2,2
Année 2013	2,3	4,4	0,5	0,7	1,3	0,4	1,8	0,4	2,3	1,5	1,1	1,7

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Tableau 3 : Contributions des fonctions de consommation à l'inflation en moyenne en 2013*(en points de pourcentage)*

Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0,8	-0,1	0,5	0,3	-1,6	2,0	0,5	0,1	0,4
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	-0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,0	0,7	0,0	-0,0	-0,1	-0,1	0,1	0,2
Logement	-0,1	0,3	0,3	0,2	0,4	0,1	-0,0	0,3	0,2
Ameublement	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,0	0,0	0,0
Santé	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,0	0,0	0,1	-0,1	-0,0
Transport	-0,1	0,2	0,1	0,0	0,5	-0,1	0,0	-0,0	0,1
Communication	-0,0	0,0	-0,0	0,1	0,1	-0,1	-0,2	0,1	-0,1
Loisirs et culture	-0,0	-0,0	0,0	0,0	-0,0	-0,0	-0,1	-0,0	-0,0
Enseignement	-0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,3
Restaurants et Hôtels	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,5	0,4	0,9	0,3
Autres biens	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,3	0,1
Ensemble	1,0	0,5	2,6	0,7	-0,6	2,3	0,7	1,8	1,5
Composantes hors alimentation	0,1	0,7	2,0	0,4	1,0	0,3	0,3	1,6	1,2
Composantes hors transport	1,0	0,3	2,5	0,7	-1,1	2,3	0,7	1,8	1,4
Composantes hors alimentation et transport	0,2	0,4	1,9	0,4	0,6	0,4	0,2	1,7	1,1

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Tableau 4 : Evolution en moyenne annuelle des prix des fonctions de consommation 2013*(en pourcentage)*

Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	2,6	-0,4	1,9	0,8	-3,3	4,4	1,3	0,4	1,1
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,8	-1,4	0,2	0,8	5,9	-9,6	11,7	0,8	1,0
Habillement	0,8	0,2	6,9	0,3	-0,4	-0,6	-0,7	1,0	2,8
Logement	-0,5	2,8	2,1	2,5	3,8	1,2	-0,3	2,3	1,5
Ameublement	1,2	0,1	3,3	0,2	-2,3	0,6	-0,3	1,3	1,2
Santé	0,3	0,4	-1,7	0,7	-0,2	1,7	3,0	-1,6	-0,2
Transport	-0,3	1,9	1,0	0,1	4,1	-0,4	0,4	-0,2	0,8
Communication	-0,0	0,6	-0,5	1,1	3,4	-2,7	-5,2	2,2	-0,6
Loisirs et culture	-0,7	-1,4	1,5	0,6	-0,8	-0,6	-1,4	-2,8	-0,4
Enseignement	-0,0	1,4	25,7	1,8	0,5	0,0	2,6	3,4	11,1
Restaurants et Hôtels	0,9	0,9	0,9	0,5	1,9	7,1	6,6	5,7	2,5
Autres biens	0,8	0,6	1,3	0,5	2,0	-2,2	0,0	4,9	1,4
Ensemble	1,0	0,5	2,6	0,7	-0,6	2,3	0,7	1,8	1,5
Composantes hors alimentation	0,19	1,1	2,8	0,7	2,0	0,5	0,4	2,3	1,8
Composantes hors transport	1,2	0,3	2,8	0,8	-1,2	2,6	0,7	2,1	1,6
Composantes hors alimentation et transport	0,4	0,9	3,1	0,9	1,4	0,8	0,4	2,9	1,9

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Tableau 5 : Contributions à l'évolution de l'inflation globale en 2013*(en points de pourcentage)*

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits alimentaires	0,8	-0,1	0,5	0,3	-1,6	2,0	0,5	0,1	0,4
<i>Céréales non transformées</i>	0,2	-0,7	0,0	0,9	-1,4	0,0	-0,3	-0,1	-0,2
<i>Bœuf</i>	0,1	0,2	0,1	0,0	0,4	0,3	0,1	0,0	0,1
<i>Produit de la pêche</i>	0,1	0,3	0,2	0,2	-0,1	0,0	0,4	0,2	0,2
<i>Légumes</i>	0,2	0,4	0,2	-0,2	0,5	0,6	0,0	0,1	0,2
<i>Tubercules</i>	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
<i>Pain</i>	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Lait</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
<i>Huile</i>	-0,1	0,1	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
<i>Sel, épices et produits alimentaires n.d.a</i>	0,0	0,0	0,0	-0,3	-0,1	0,7	0,0	0,0	0,0
Tissus et Vêtements	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2
Logement	-0,1	0,3	0,3	0,2	0,4	0,1	0,0	0,3	0,2
<i>Loyer</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1	0,0
<i>Ciment</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
<i>Eau</i>	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,2	0,0
<i>Electricité</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	-0,2	0,0	0,0	0,0
<i>Autres combustibles</i>	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Gaz</i>	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1
Produits pétroliers et services de transport	0,1	0,1	0,1	0,0	0,2	-0,1	0,0	-0,1	0,0
Communication	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	-0,1	-0,2	0,1	-0,1
Restauration	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,5	0,4	0,8	0,3
enseignement	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Autres facteurs	0,0	0,2	0,6	0,1	0,2	-0,1	0,1	0,4	0,4
Total (en %)	1,0	0,5	2,6	0,7	-0,6	2,3	0,7	1,8	1,5

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Tableau 6 :Evolutions des prix en moyenne en 2013

(en pourcentage)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée- Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits alimentaires	2,6	-0,4	1,9	0,8	-3,3	4,4	1,3	0,4	1,1
<i>Céréales non transformées</i>	3,8	-3,8	-0,2	9,1	-11,2	-0,4	-4,9	-1,1	-2,4
<i>Bœuf</i>	7,0	10,6	3,0	0,6	5,4	6,4	5,1	1,1	4,4
<i>Produit de la pêche</i>	6,0	26,5	5,6	4,9	5,4	2,2	8,9	3,7	7,5
<i>Légumes</i>	7,9	17,4	16,3	-6,2	19,7	18,1	3,7	8,2	12,5
<i>Tubercules</i>	6,8	7,1	-4,3	-4,3	10,2	0,2	-3,8	5,0	-0,6
<i>Pain</i>	0,9	2,9	-0,8	-3,9	0,0	-0,9	-0,1	7,3	0,2
<i>Lait</i>	3,4	1,0	-0,6	0,6	1,4	10,5	0,2	1,6	1,3
<i>Huile</i>	-4,6	3,4	-1,9	6,1	-1,0	6,3	0,2	-1,7	-0,1
<i>Sel, épices et produits alimentaires n.d.a</i>	0,1	-0,8	-0,6	-9,3	-3,1	15,9	0,0	1,5	1,7
Tissus et Vêtements	0,5	-0,2	13,2	1,0	1,9	-2,5	0,0	2,3	5,0
Logement	-0,5	2,8	2,1	2,5	3,8	1,2	-0,3	2,3	1,5
<i>Loyer</i>	0,0	0,0	0,8	0,7	0,7	6,7	0,4	5,3	1,1
<i>Ciment</i>	-0,1	1,7	1,3	3,5	-1,1	1,2	-2,7	-2,4	-1,1
<i>Eau</i>	0,0	7,1	-2,0	0,0	2,6	5,3	0,0	-12,9	-0,2
<i>Electricité</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	-10,5	0,0	0,0	0,0
<i>Autres combustibles</i>	-8,3	2,0	4,6	2,1	11,1	0,2	-0,6	-1,2	2,0
<i>Gaz</i>	1,0	15,7	21,1	32,3	27,7	0,0	-0,1	24,2	8,6
Produits pétroliers et services de transport	1,5	2,9	1,0	0,2	10,7	-1,8	0,2	-3,4	0,6
Communication	0,0	0,6	-0,5	1,1	3,4	-2,7	-5,2	2,2	-0,6
enseignement	0,0	0,0	83,0	5,3	0,0	0,6	2,3	0,6	39,5
Restauration	1,1	0,9	0,8	0,5	1,3	6,9	6,7	5,5	2,5
Ensemble de l'IHPC	1,0	0,5	2,6	0,7	-0,6	2,3	0,7	1,8	1,5

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Tableau 7 : Inflation sous-jacente dans l'Union - Indicateurs à exclusion de facteurs spéciaux (hors produits frais et énergie)

glissements annuels en pourcentage

	Inflation sous-jacente								
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
janv.-11	1,6	-0,8	2,9	4,7	3,1	3,0	0,7	3,3	2,2
févr.-11	1,6	-0,4	3,3	4,5	2,4	1,3	1,0	3,7	2,3
mars-11	1,4	0,1	3,5	4,3	2,4	2,1	1,0	3,9	2,5
avr.-11	1,5	0,1	5,6	4,4	2,9	1,9	1,9	3,8	3,9
mai-11	1,3	0,5	4,6	5,1	2,9	1,7	2,3	4,7	3,3
juin-11	1,3	0,9	4,3	5,8	3,2	2,4	2,2	4,2	3,2
juil.-11	1,3	1,7	4,6	6,2	3,5	2,1	2,5	2,8	3,3
août-11	2,3	2,1	4,2	5,1	2,2	3,2	2,1	3,1	3,2
sept.-11	1,9	3,4	4,8	5,2	3,1	3,0	2,5	3,5	3,7
oct.-11	2,0	4,5	4,5	4,8	2,4	2,5	2,1	3,2	3,5
nov.-11	1,7	4,0	3,8	5,0	2,4	2,9	1,6	3,7	3,1
déc.-11	1,8	3,7	3,0	4,9	3,1	2,5	1,6	1,4	2,5
janv.-12	6,2	3,4	2,7	2,1	2,7	0,4	1,7	1,8	2,6
févr.-12	5,9	3,5	2,8	1,7	3,2	0,2	1,9	1,9	2,7
mars-12	6,2	3,0	2,1	2,1	4,1	0,0	2,1	1,7	2,5
avr.-12	6,3	3,4	-0,5	1,7	4,4	0,5	1,6	1,5	1,3
mai-12	7,0	3,4	0,9	2,0	4,1	0,9	1,2	2,2	2,0
juin-12	7,2	3,6	1,8	1,4	3,6	0,4	0,9	1,7	2,2
juil.-12	7,2	3,0	1,9	0,5	2,5	0,5	1,1	1,7	2,2
août-12	6,3	2,5	2,5	1,2	3,4	-0,2	1,0	1,8	2,3
sept.-12	7,2	3,2	2,4	1,4	2,8	0,0	0,7	1,8	2,3
oct.-12	7,7	1,5	2,8	1,1	3,2	0,4	0,6	2,3	2,5
nov.-12	6,9	2,2	3,0	0,9	3,7	0,4	0,9	1,8	2,6
déc.-12	6,0	1,9	3,0	0,6	2,6	0,1	1,0	1,9	2,4
janv.-13	1,9	2,5	3,1	0,6	1,1	2,0	1,1	1,8	2,2
févr.-13	2,4	2,0	3,0	0,5	0,8	1,9	0,8	1,4	2,0
mars-13	2,0	2,3	3,1	0,5	0,4	2,1	0,4	1,4	2,0
avr.-13	1,8	1,8	3,4	0,7	0,4	1,7	0,7	0,9	2,0
mai-13	0,8	0,7	3,0	-1,3	-0,2	1,8	1,0	0,9	1,7
juin-13	0,5	0,5	3,0	-1,3	1,3	1,8	0,7	0,9	1,7
juil.-13	0,7	-0,1	2,4	0,0	1,2	4,7	0,3	0,7	1,5
août-13	0,1	0,3	1,9	0,1	0,4	4,4	0,7	0,5	1,2
sept.-13	-0,7	0,5	2,0	-0,3	0,7	3,3	0,6	0,4	1,2
oct.-13	-1,7	0,1	1,6	1,0	0,7	3,1	0,5	0,5	0,9
nov.-13	-1,1	0,1	1,1	0,9	1,4	3,0	0,3	0,6	0,8
déc.-13	-0,6	0,3	1,0	0,9	1,1	3,1	-0,1	0,5	0,6
Moyenne									
2006	3,9	2,5	2,4	2,2	3,7	0,7	1,6	2,0	2,2
2007	2,2	1,6	0,7	2,0	1,5	2,7	4,9	0,3	1,9
2008	6,4	6,7	4,3	5,7	8,0	7,3	4,2	6,2	5,0
2009	1,4	-0,5	0,5	-3,0	2,4	1,8	-1,9	3,1	0,1
2010	0,5	-1,1	0,4	2,9	1,5	-2,8	-0,6	1,5	0,2
2011	1,7	1,6	4,1	5,0	2,8	2,4	1,8	3,4	3,1
2012	6,7	2,9	2,1	1,4	3,4	0,3	1,2	1,8	2,3
2013	0,5	0,9	2,4	0,2	0,8	2,7	0,6	0,9	1,5

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

Tableau 8 : Contributions des différentes composantes à l'inflation en moyenne en 2013 (en points de pourcentage)

		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Nomenclature d'inflation sous-jacente	Produits frais	0,7	-0,3	0,4	0,4	-1,6	1,0	0,2	0,8	0,2
	Energie	-0,1	0,1	0,2	0,2	0,5	-0,6	0,0	0,3	0,2
	Hors énergie et produits frais	0,4	0,7	2,0	0,1	0,5	1,9	0,5	0,7	1,1
Origine géographique des produits	Local	0,6	-0,1	1,9	-0,3	-0,6	0,5	1,0	1,3	1,0
	Importé	0,4	0,6	0,7	1,0	0,0	1,8	-0,3	0,5	0,5
Biens ou services	Biens	0,6	0,0	1,5	0,7	-1,2	1,5	0,8	1,9	1,0
	Services	0,4	0,5	1,1	0,0	0,6	0,8	-0,1	-0,1	0,5
	<i>Taux d'inflation global (pm)</i>	<i>1,0</i>	<i>0,5</i>	<i>2,6</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,6</i>	<i>2,3</i>	<i>0,7</i>	<i>1,8</i>	<i>1,5</i>

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int